



# MOUVEMENT CITOYEN

## ANALYSE DU 20 août 2010

# Crise sociale au Togo : Neutralité coupable ou engagement ?

### Introduction : en attendant les sautes d'humeur de la fatalité

Avec le bilan négatif et peu glorieux de la Banque mondiale sur l'état de la gouvernance économique et politique du Togo, il appartenait au CVU de présenter sa position du point de vue des populations togolaises, de plus en plus nombreuses à solliciter le CVU pour faire émerger la vérité, celle des populations. En faisant un état des lieux sur la base de quelques sujets d'actualité tous ayant des conséquences sur la crise sociale, économique et politique que vit le Togo sous un régime de démocratie palliative, de plus en plus kidnapeur des contre-pouvoirs républicains et nationalistes, le mot clé qui revient en boucle est « pauvreté, pauvreté, pauvreté »... et humiliation.

Les perspectives de sortie de crise existent mais rencontrent une opposition farouche de conservateurs zélés prêts à tout pour ne pas perdre un pouvoir acquis par la force et dans la falsification des résultats électoraux. Aussi, le CVU se propose de mettre en garde les membres de la Diaspora togolaise lors de leur séjour de courte durée au Togo, en rappelant d'ailleurs que la bonne volonté de la communauté internationale, et plus particulièrement des pays comme l'Allemagne, a changé. Certains sont devenus totalement indifférents face à la complexité du problème togolais auquel certains feignent de ne rien comprendre. La France envoie des militaires pour continuer à défendre ses intérêts et condamne ses propres militaires lorsqu'ils pratiquent la gestion « soft » de l'occupation postcoloniale. Personne ne doit rester dupe de ces attitudes. Les formations militaires françaises dispensées à ses représentants sur le sol togolais, ne peuvent donner que de tels résultats, puisqu'il s'agit uniquement et exclusivement de défendre les intérêts français, de plus en plus ceux de la Françafrique et du secteur privé français, sur le territoire togolais. La présence des militaires français démobilisés de Côte d'Ivoire ou d'ailleurs, autour de l'aéroport de Lomé et de Niamtougou, peut expliquer partiellement des paroles déplacées mais reflétant la réalité postcoloniale.

On peut alors se demander quel peut être le rôle des organisations africaines ou internationales, alors qu'elles n'ont pas apporté la paix au Togo et se montrent bien discrètes ? Plus inquiétant est le silence des hommes de Dieu, toutes confessions confondues, puisqu'à défaut de dénoncer, on est complice. Dieu s'en souviendra ! Et s'il oublie, ceux qui ont lutté pour l'avènement de la démocratie au Togo, veilleront à filtrer l'entrée au paradis. Mais peut-on oublier Mrs FOLIKPO, ASSIMA et DOSSEH-AZANLEKO et tous les prisonniers politiques que le régime AGO/RPT est en train de faire disparaître sous les yeux de tous ?

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur national provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)



# MOUVEMENT CITOYEN

Deux parties interdépendantes vont permettre de se faire une idée d'un pays qui semble partir à la dérive économique et sociale, en attendant les sautes d'humeur de la fatalité, en espérant que le sang ne coulera pas dans les rangs des démocrates et humanistes.

## 1ere partie : Etat des lieux et perspectives

### 1.1 TOGO : Escalade du pouvoir en place : Faire taire les contre-pouvoirs légitimes

Le pouvoir de Faure GNASSINGBE, résultant du scrutin entaché d'irrégularités graves du 4 mars 2010, qui a été organisé pour empêcher délibérément la publication de la vérité des urnes, multiplie les atteintes aux libertés publiques, perpétrant des exactions de tous ordres et procédant à des arrestations arbitraires de citoyens togolais du Togo ou de la diaspora.

Cette attitude illustrée par la fébrilité du régime ne poursuit qu'un seul objectif : faire taire par tous les moyens, en faisant feu de tout bois, la Résistance citoyenne qui s'exprime à travers la contestation populaire dont l'importance n'a cessé de s'amplifier régulièrement jusqu'à ce jour. Elle est motivée par un aspect essentiel de la situation politique du Togo : l'absence totale de confiance du peuple du Togo, envers un Président et une équipe militaro-civile considérés à juste titre comme illégitimes.

Actuellement, toutes les manifestations pacifiques de contestation et de protestation de l'opposition (veillées de prières et marches) sont empêchées sans ménagement, et réprimées dans la violence par des forces de l'ordre qui n'hésitent pas à faire usage de bombes lacrymogènes à fragmentation sur des foules pacifiques et sans armes. Nos compatriotes subissent physiquement et moralement la violence arbitraire dans le mépris total des dispositions de la Constitution du Togo !

En recourant à l'usage d'armes exclusivement réservées à des opérations de défense du territoire et non au maintien de l'ordre, le Pouvoir de Faure GNASSINGBE a maintenant suffisamment démontré qu'il n'a aucun respect des droits humains.

### 1.2 La France condamne des militaires qu'elle a pourtant formés

Les incidents survenus en cette fin de semaine à Lomé, mettant en cause un coopérant militaire français de haut rang (colonel), suscitent une inquiétude légitime au sein de la population togolaise, qui est légitimement fondée à s'interroger pour connaître les limites réelles de la coopération internationale entre le Togo et ses différents partenaires.

L'attitude de l'officier français, contrairement au devoir de réserve imposé par ses fonctions, qui s'est permis de menacer sur la voie publique « *d'appeler le Régiment Commando de la Garde Présidentielle pour foutre un peu d'ordre là-dedans* » et intimé aux gendarmes présents à ses côtés : « *tu le fous en taule* » à propos du journaliste du quotidien « LIBERTE » couvrant

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur national provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)



# MOUVEMENT CITOYEN

l'événement, permet de s'interroger pour savoir qui commande réellement aujourd'hui au Togo les forces, dites « de sécurité » !

Cette grave ingérence qui confère à l'affront est loin d'être apurée par les mesures disciplinaires prises par Paris, et requiert du Gouvernement français la réaffirmation du respect des droits humains et de la dignité des personnes, en tous lieux de par le Monde, au Togo comme en France. Ces actes doivent être considérés avec toute la gravité qui convient, puisque chaque jour qui passe apporte la preuve que le pouvoir togolais ne contrôle plus les militaires antirépublicains. Cette situation contribue à l'installation d'un climat de plus en plus tendu. Elle est porteuse de graves dangers pour le maintien de la paix civile et de la cohésion sociale et quoiqu'il advienne ne peut perdurer très longtemps, sous peine de plonger le Togo dans un imbroglio politico-social dont l'issue sera à coup sûr incertaine.

La crise politique, économique et sociale qui ne cesse de s'amplifier interpelle désormais très largement au-delà des frontières du Togo ! Si avec toute la puissance militaire nucléaire et d'armes de destruction massives dont elle dispose, la communauté internationale n'est pas capable de venir au secours du peuple Togolais qui voit sa liberté, ses droits, son bonheur, sa prospérité, bafoués, violés et usurpés, alors encore une fois, le Peuple togolais doit se lever et avec l'aide de Dieu, rétablir une société de confiance, en choisissant le retour de la vérité des urnes et des comptes.

Plusieurs acteurs, tant au plan intérieur que sur la scène internationale, ne peuvent désormais faire autrement que se sentir directement concernés, d'en retenir tous les enseignements, et d'en tirer toutes les conséquences.

## 1.3 Où est la bonne volonté de la communauté internationale envers le Peuple togolais ?

L'Union européenne en tant que telle, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis qui ont contribué financièrement à l'organisation des élections présidentielles du 4 mars 2010, doivent prendre leur part de responsabilité et réagir immédiatement contre l'utilisation abusive faite actuellement au Togo des équipements fournis à l'armée togolaise, pour sécuriser les élections. Ces équipements et les formations dispensées aux personnels sont utilisés actuellement pour empêcher des citoyens togolais d'aller manifester ou de prier pour l'amélioration du bien-être du Togo. Aujourd'hui, même la liberté de culte n'est plus reconnue au Togo.

On ne peut continuer à se donner bonne conscience sur le dos du peuple togolais. L'heure est venue d'une action concrète de tous les acteurs nationaux et internationaux concernés, chacun dans le respect de ses prérogatives, mais dans le plein exercice de celles-ci, pour prévenir tous les risques de dérapages avant qu'ils ne deviennent irréversibles et surtout trouver une issue politique qui soit viable pour le Togo et l'ensemble de ses citoyens. Il s'agit bien d'une question de volonté politique !

## 1.4 Conseil aux Togolais de l'extérieur

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur national provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

Cette escalade continue de la violence et des atteintes aux libertés de la part du pouvoir de Faure GNASSINGBE depuis le 4 mars 2010, est aussi un signe envoyé à la communauté internationale. Les Nations Unies, l'Union européenne, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, l'Italie, tous les partenaires du Togo et membres de l'Union européenne, les Etats-Unis, la Suisse, la Chine, ne doivent plus considérer le passeport togolais comme une garantie alors que l'Etat n'assure plus la sécurité de ses citoyens. Tous les membres de la diaspora qui doivent voyager au Togo sont priés de s'abstenir ou alors de voyager avec le titre de passeport de la deuxième nationalité, s'ils bénéficient d'une double nationalité.

Parmi les ambassadeurs en poste au Togo, lequel peut accepter que l'un de ses ressortissants aille se recueillir pour une veillée de prière et ne puisse pas rentrer librement chez lui ? A cet égard les peuples du Togo ne peuvent s'accommoder d'une diplomatie de complaisance ou de neutralité coupable. Il est demandé aux chancelleries d'informer scrupuleusement leurs sièges respectifs pour que les membres de la communauté de prières retenus prisonniers soient libérés sans conditions, au même titre que tous les autres prisonniers politiques sans aucune exception. A défaut, il est demandé à une ambassade amie du peuple togolais de prêter ses locaux et jardins pour organiser la prochaine veillée de prière le mercredi prochain en contactant le CVU Lomé. L'espace étant sous statut diplomatique, peut-être que les forces antirépublicaines n'oseront pas enfreindre le droit de propriété comme elles le font impunément pour les gens de l'église, considérée comme sans influence sur eux.

Le devoir de sécurité des pays d'accueil de la Diaspora doit jouer et le CVU demande aux ambassades de redoubler de vigilance compte tenu du principe d'arbitraire absolu qui régit le Togo actuellement.

## **1.5 Libérer Mrs FOLIKPO, ASSIMA et DOSSEH-AZANLEKO et tous les prisonniers politiques sans conditions**

Le CVU souhaite rappeler au parti au pouvoir, qu'à défaut de respecter la séparation des pouvoirs législatif et judiciaire, qu'il respecte au moins la liberté de culte. La semaine dernière parmi tant d'autres, Mr Kofi FOLIKPO, membre de la diaspora togolaise en Suisse a été emmené manu militari pour une destination inconnue. Nous recommandons fortement au régime RPT sous toutes ses formes, de considérer que ce ne sont pas les représentants de la Diaspora en Suisse qui resteront muets.

Les représentants de la Diaspora ont tous été informés de cette nouvelle forme de kidnapping qui n'est que la énième entorse à l'état de droit au Togo, aux droits de l'homme et à la consolidation de la démocratie. Le CVU ne peut rester insensible au kidnapping de l'un des leurs. **Mr Kofi FOLIKPO** et tous les prisonniers politiques doivent être libérés au même titre que les membres de la famille politique de Kofi YAMGNANE. Ce n'est pas parce que les personnes sont parfois isolées dans les zones rurales ou en déplacement pendant leurs vacances que le pouvoir a le droit de se livrer à toutes sortes d'exactions.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur national provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

Faut-il rappeler qu'il s'agit d'**Innocent Kokou ASSIMA** et de **Narcisse DOSSEH-AZANLEKO** qu'une des nombreuses milices à la solde du pouvoir en place et souvent versées dans des activités mafieuses au Togo et ailleurs a kidnappés. Le système fonctionne de la manière suivante.

Les groupes de mafieux, recrutent parmi les repris de justice et sachant qu'ils bénéficient de l'impunité totale du régime sortant, ceux-ci font du zèle et kidnappent des personnalités proches de tous ceux qui défendent la démocratie et les populations au Togo et les livrent contre une somme d'argent ou des équipements ou des armes à des structures liées directement ou indirectement au pouvoir en place. Ces derniers se chargent de la suite mais au cas où la transaction n'est pas acceptée, car il s'agit parfois de faire monter les enchères, il arrive que les personnes kidnappées restent en possession des milices. Les méthodes ne sont absolument pas différentes de celles des terroristes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), ceux-là même qui ont annoncé en fanfare qu'ils vont frapper dans les zones d'influence française<sup>1</sup>.

A force de laisser ce genre de pratiques basées sur les lâchetés politiques se multiplier au Togo, en croyant conserver un pouvoir usurpé, avec la légitimité qu'accordent les pays occidentaux dès que leur intérêts sont en jeu, le pouvoir en place est en train de préparer le terrain à des confrontations. Certainement que les interventions de l'armée française stationnée au Togo ne lui serviraient plus à grand chose puisque le pouvoir aura laissé passer les chances de négociations pacifiques et intelligentes et aura peut-être contribué, par son entêtement, à faire descendre de vrais « *terroristes* » que les mêmes usurpateurs de pouvoir ont du mal à contrôler.

## 1.6 Le silence des autorités ecclésiastiques : où sont le courage et l'audace ?

Le CVU a déjà interpellé le pape Benoit XVI « **d'aller jusqu'au bout de sa logique en intervenant au Togo** ». En effet la communauté ecclésiastique notamment celle qui dépend hiérarchiquement du pape Benoit XVI a eu entre les mains les résultats effectifs des élections présidentielles au Togo. Il est permis dès lors de s'interroger sur son silence ? Pourquoi ne pas publier les résultats et informer la communauté internationale ? Le Pape Benoît XVI ne peut continuer à faire comme s'il n'était pas au courant alors que tous prient le Dieu unique qui nous unit tous. Un membre du CVU a répondu au Pape en lui demandant d'ajuster sa réflexion en précisant la réalité des faits sur le terrain : « *En Afrique, la complexité du problème réside en grande partie dans les déficits de légitimité de nombreux gouvernants* ». Pour paraphraser le Pape : « *les causes du mal-développement ne sont pas en premier lieu d'ordre matériel...mais sont liées au manque de fraternité entre les dirigeants et les peuples-citoyens*<sup>2</sup> ». « *Toutes les structures qui permettent de faire perdurer de*

<sup>1</sup> Mathieu Guidère, *Les tentatives internationale d'Al-Qaïda au Maghreb*, Focus Stratégique n. 12, IFRI, Centre des études de sécurité, Paris, décembre 2008, voir <> accédé le 17 août 2010.

<sup>2</sup> Lettre encyclique *Caritas in Veritate* du Souverain Pontife Benoît XVI aux Evêques, aux Prêtres et aux Diacres, aux personnes consacrées, aux fidèles laïcs, et à tous les hommes de bonne volonté sur le développement humain intégral dans la charité et dans la vérité ; Voici la citation exacte du Pape « *Le sous-développement a une cause encore plus profonde que le déficit de réflexion: c'est "le manque de fraternité entre les hommes et entre les peuples"* » ; vu le 29 septembre 2009 sur :

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur national provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

*tels rapports de force sans chercher à mettre en place des contre-pouvoirs démocratiques et légitimes, tendent à faire perdurer la situation au plan politique. Au plan spirituel, il n'est pas possible de faire l'économie de la complicité des acteurs qui ne se démarquent pas de telles pratiques proscrites par tous les grands livres saints »<sup>3</sup>.*

Le CVU demande au Pape Benoît XVI d'intervenir comme il est intervenu pour sauver le Père Benoît alors que les mêmes forces anti-démocratiques l'avaient privé de liberté et lui avaient fait subir des mauvais traitements.

## 1.7 Le rôle des organisations africaines

Le CVU déplore la responsabilité des organisations internationales africaines dans la crise actuelle, notamment lorsqu'elles ont pris la responsabilité d'avaliser, en toute connaissance de cause, les résultats d'un scrutin dont elles connaissaient par avance l'ampleur de la fraude dans tous les compartiments de son organisation.

Le CVU demande à l'Union Africaine, la CEDEAO, l'UEMOA de prendre leurs responsabilités et de jouer leur rôle avec maturité pour contribuer au règlement du problème togolais. Le CVU récuse la technique de « Facilitation » qui finalement est aux antipodes de toute démarche transparente, dont nous venons de voir au Togo qu'elle ne conduit qu'à des impasses, comme nous l'avons vu auparavant en d'autres endroits du continent.

Il existe sur le continent des cadres juridiques appropriés dans le cadre des organisations internationales africaines existantes pour ne plus s'en remettre à des solutions négociées de « gré à gré », qui finalement favorisent toujours les pouvoirs en place.

Il y a lieu aussi de considérer sérieusement, si une médiation devait avoir lieu, le choix de personnalités africaines dont l'éthique est reconnue et incontestable, notamment du côté du Mali.

## 1.8 Tirer tous les enseignements de la situation pour agir efficacement

---

<[http://www.vatican.va/holy\\_father/benedict\\_xvi/encyclicals/documents/hf\\_ben-xvi\\_enc\\_20090629\\_caritas-in-veritate\\_fr.html](http://www.vatican.va/holy_father/benedict_xvi/encyclicals/documents/hf_ben-xvi_enc_20090629_caritas-in-veritate_fr.html)> ; lire aussi Y. E. Amaïzo, "Réflexions sur l'Encyclique du Pape : Le développement humain intégral dans la charité et dans la vérité", publié dans *Mondo e Missione*, Novembre 2009 et interviewé par Mr. Daniele Zappalà et mis en ligne 20 octobre 2009 sur :

< <http://amaizo.info/2009/10/20/reflexions-sur-lencyclique-du-pape-le-developpement-humain-integral-dans-la-charite-et-dans-la-verite/>>.

<sup>3</sup> Dr. Y. E. Amaïzo, "Réflexions sur l'Encyclique du Pape : Le développement humain intégral dans la charité et dans la vérité", publié dans *Mondo e Missione*, Novembre 2009 et interviewé par Mr. Daniele Zappalà et mis en ligne 20 octobre 2009 sur :

< <http://amaizo.info/2009/10/20/reflexions-sur-lencyclique-du-pape-le-developpement-humain-integral-dans-la-charite-et-dans-la-verite/>>.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur national provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)



# MOUVEMENT CITOYEN

En raison de son autisme politique et de son incapacité à tendre la main, hormis pour faire avaliser sa politique honnie par l'immense majorité des togolais, le pouvoir de Faure GNASSINGBE, a conduit le pays dans une impasse politique.

Il a été incapable de faire entrer le moindre parti politique du Togo dans son nouveau gouvernement, hormis une fraction de plus en plus marginale de l'UFC, tout simplement parce que personne n'entend aujourd'hui avaliser une politique qui a conduit à tant de drames et d'injustices.

Nous ne répéterons jamais assez que cette crise est d'abord une crise de confiance entre le peuple et ses gouvernants. Tout dialogue semble devenu impossible, alors que le dialogue est pourtant la seule solution pour réconcilier des parties antagonistes. Le drame est que l'impossibilité du dialogue s'étend désormais à toutes les strates de la société, puisque même la liberté de culte est remise en cause. A ce rythme dans très peu de temps le Togo aura perdu les derniers oripeaux qui pouvaient donner l'illusion à la Communauté internationale d'un semblant de démocratie, en fait d'une démocratie de façade.

Quelles solutions alternatives restera-t-il alors aux togolais pour faire entendre la diversité de leurs voix et de leurs opinions, dès lors que les partis politiques seront interdits, comme c'est le cas aujourd'hui pour OBUTS et en cours de réalisation pour l'UFC, et lorsque la liberté de culte sera ravalée au rang des sectes ?

Le CVU, conscient de ses responsabilités a pris le parti de ressasser tous les paramètres de la situation togolaise et des graves dangers pour la sécurité des citoyens qu'elle recèle, autant de fois qu'il sera nécessaire auprès de la Communauté internationale jusqu'à l'émergence d'une véritable solution de sortie de crise. Avant d'être contrainte d'intervenir dans l'urgence, la Communauté internationale doit se ressaisir en faisant échec rapidement à la bureaucratie interne pour prendre en compte et initier des actions concrètes pour prévenir une implosion au Togo. Les propositions de sortie de crise proposées par le CVU sont valides pour servir de solution alternative ouverte, permettant une sortie de crise au Togo.

Si tous les pays partenaires du Togo peuvent jouer un rôle, l'Union européenne grâce au nouveau leadership éthique de Mr VAN ROMPUY peut faire la différence. Elle peut amener le régime RPT à prendre en compte la gravité de la crise politique togolaise et éviter que ne coule au Togo le sang innocent, le sang de la démocratie, qui serait issu de la légitimation par l'union européenne des élections frauduleuses du 4 mars 2010.

Pour le règlement global de la crise dans laquelle s'enfoncé dangereusement le Togo, il n'y a pas de solution miracle, hormis la réunion de tous les acteurs politiques et de toutes les organisations de la société civile concernées pour trouver les solutions idoines faisant l'objet du plus large consensus.

Le CVU, conscient de ses responsabilités a pris le parti de revoir tous les paramètres de la situation togolaise et des graves dangers pour la sécurité des citoyens qu'elle recèle, autant de fois qu'il sera nécessaire auprès de la Communauté internationale jusqu'à l'émergence d'une véritable solution de sortie de crise.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur national provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)



# MOUVEMENT CITOYEN

Le CVU, réitère ses propositions de sortie de crise, comme base de travail négociable telles que définies dans les 22 mesures publiées le 19 Mai 2010.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur national provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)



## 2e PARTIE : GESTION SOCIALE AU TOGO : ENTRE 61 % ET DE 91 % DE PAUVRETE

### 2.1 L'argent appelle le pouvoir, le pouvoir achète certains

Lorsqu'il s'agit de juger les actions d'un gouvernement, celui du Togo en particulier, on ne peut faire l'économie de l'analyse portant sur les volets sociaux. Aussi le niveau élevé et donc inquiétant atteint par la pauvreté et le système de gouvernance qui y contribue posent problème. Mais c'est aussi la corruption au sommet et la petite corruption dont tout un chacun est responsable, qui doivent prendre fin. Les chefs traditionnels qui semblent servir de soubassement à une certaine stabilité du pays, ont-ils choisi de se taire comme certains ecclésiastiques qui n'ont aucune chance d'aller au paradis en ascenseur ? Enfin comment le premier responsable de l'Etat togolais peut-il accorder un passeport diplomatique à un repris de justice blanc et espérer, sans respecter les critères fixés par Barack Obama, que ce dernier pourrait un jour se rendre au Togo pour les féliciter ?

La nouvelle alliance AGO/RPT n'est justement pas une nouvelle alliance politique, mais plus étroitement le prolongement d'arrangements secrets fondés sur des paiements d'argent où même le Vatican, via le système de construction de la paix via la Communauté de San Egidio, n'est pas aussi « immaculé ». En effet, c'est le 22 juillet 2005 que Faure Gnassingbé (Président élu sur des bases irrégulières et chef incontesté à l'époque du RPT) et Gilchrist Olympio (leader incontesté de l'UFC l'époque) se sont rencontrés à Rome au siège de cette communauté. L'argent qui a circulé jusqu'alors a permis aujourd'hui un dénouement où même ceux de la Communauté de San Egidio devront appuyer plusieurs fois sur l'ascenseur pour aller au paradis, car là aussi il y a des coupures d'électricité fréquentes de la part de Dieu lui-même.

A défaut de ne pas poser ces problèmes et pratiques, il est difficile d'analyser objectivement ce qui se passe au Togo et qui contribue à appauvrir le peuple togolais de plus en plus. Paradoxalement, et selon les Nations unies, c'est surtout les peuples des régions du Nord qui ont été le plus appauvris. Aussi, le fait que certains politiciens choisissent de servir l'argent et non le peuple et que certains préfèrent museler ce peuple pour s'éterniser au pouvoir doit amener le peuple togolais à réfléchir sur ces méthodes de confrontations systématiques. Cette méthode ne doit pas permettre à la partie adverse de sortir des armes de guerre contre les populations en abusant de la violence, du rapt de personnes et de l'arbitraire. L'unité d'action collective et le choix de candidatures communes et non uniques restent à l'ordre du jour.

### 2.2 AGO/UFC : la gestion commune de la course vers la pauvreté au Togo

Tous les attelages gouvernementaux sont acceptables dans leur principe s'il s'agit principalement d'accroître le processus de création de richesse et d'assurer au mieux, par des interventions intelligentes de l'Etat, une répartition et une redistribution des fruits de la croissance aux populations, si possible de la manière la plus équitable et transparente possible.

Après 5 ans de gestion de Faure Gnassingbé sanctionnée par la Banque mondiale comme étant une mauvaise gouvernance, voici que le pouvoir en place s'offre une nouvelle alliance AGO-RPT

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur national provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

qui paradoxalement signifie en "Ewe/Mina", "ouvrez la voie au RPT !" Les amis de Gilchrist Olympio qui forment donc le nouveau parti qui se cache encore derrière le nom d'emprunt UFC-AGO devrait présenter au peuple togolais les fondements de son alliance avec le RPT. A défaut, il est difficile de croire que cet apport superficiel d'un entourage sélectif d'un seul homme pourra modifier le mode de gestion patrimonial et créateur de pauvreté mis en place par le pouvoir RPT et aggravé lors des 5 dernières années de gestion de Faure Gnassingbé.

En effet, au plan social, après la sévère critique de la Banque mondiale, c'est le système des Nations Unies qui rappelait en décembre 2008 que sur les huit Objectifs du Millénaire du développement rappelés ci-dessous, le Togo n'avait aucune chance d'atteindre six d'entre eux d'ici 2015<sup>4</sup>. Sur les deux restants à savoir l'éducation primaire et Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies, les conséquences de la gestion économique des 5 dernières années par Faure Gnassingbé et les promesses non tenues du Premier Ministre Houngbo ne permettent plus d'espérer voir le Togo satisfaire un seul de ces critères. Pourtant les Nations Unies restent bien silencieuses sur les raisons profondes qui conduisent à une augmentation de la pauvreté au Togo.

C'est ce silence qui permet à ce Gouvernement d'oublier les conséquences sociales sur les populations, de ses choix politiques et arbitrages économiques. Le paradoxe est que c'est une constante qui au lieu de réduire la pauvreté au Togo l'a accentuée au point de se demander si cette approche ne pourrait pas mener à atteindre 99 % de pauvreté dans certaines parties du Togo ? Il ne s'agit nullement d'une hypothèse farfelue puisque qu'au début des années 1990, la pauvreté était estimée à 32,3 % et qu'elle est passée en 16 ans d'une gestion approximative de l'Etat à 61,7% en 2006. A la fin de 2008 et au début de 2009, la pauvreté se distribuait du sud au nord avec les pourcentages de la population dans l'extrême pauvreté se répartissant comme suit (voir carte en annexe):

- la région Maritime (Lomé, Tsévié) : 69,4 % ;
- la région des Plateaux (Atakpamé, Kpalimé) : 56,2 % ;
- la région Centrale (Sokodé, Tchamba, Blitta) : 77,7 % ;
- la région de la Kara (Kara, Bassar, Niamtougou) : 75 % et
- la région des Savanes (Dapaong) : 90,5 %.

Si le succès de la politique menée par le Gouvernement d'union entre AGO et RPT consiste donc à devenir insensible aux souffrances des populations togolaises en mêlant, violence, passage en force, rejet des procédures démocratiques sérieuses et arrogance, alors la proportion de la population togolaise qui risque de vivre en dessous du seuil de pauvreté en 2015 si ce régime

---

<sup>4</sup> Système des Nations Unies, *Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement au Togo : les défis à relever, 2e rapport*, PNUD Togo, décembre 2008, p. 29, voir : <<http://www.tg.undp.org/docs/second%20rapport%20suivi%20OMDTogo2008.pdf>>, accédé le 16 août 2010. Les 8 objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont : 1. Éliminer l'extrême pauvreté et la faim, 2. Assurer l'éducation primaire pour tous ; 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; 4. Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans ; 5. Améliorer la santé maternelle ; 6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies ; 7. Assurer un environnement durable ; 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

perdre pourra atteindre 99 % dans certaines parties du Togo. Face à cette indifférence, c'est bien le mépris du peuple togolais qu'il convient de lire dans les messages qui lui sont adressés, lorsque chacun y va de son discours qui s'auto-félicite de résultats concrets inexistants ou superficiels.

## 2.3 La Gouvernance de la petite corruption : Togo ou Ghana ?

La réalité est que la plupart des structures ou entreprises pouvant générer de la richesse ont été, en totale non-transparence cédées à des puissances étrangères parmi lesquelles la Françafrique n'est pas la dernière. L'environnement des affaires permettant de promouvoir l'entrepreneuriat et la liberté d'entreprendre est soumis à la bureaucratie de la petite corruption qui reste impunie au point où pour obtenir les autorisations administratives comme l'enregistrement d'une propriété où il faut seulement 5 procédures mais 295 jours pour obtenir satisfaction avec plus de 13,1 % de la valeur de la propriété qui disparaît dans les frais administratifs d'enregistrement., soit près de 10 mois alors qu'au Ghana voisin, il faut 5 procédures, 34 jours et cela ne coûte pas plus de 1,1 % de la valeur de la propriété.

Il ne faut donc pas s'étonner pourquoi les investisseurs choisissent le Ghana et pas le Togo malgré une zone franche qui aurait du permettre d'améliorer la compétitivité du Togo. Mais aucun investisseur n'est fou pour perdre son investissement avec un gouvernement qui se vante de gouverner par l'arbitraire et empêche les contre-pouvoirs démocratiques de faire leur travail de veille et d'offrir des alternances crédibles. Le silence ne peut donc être rompu que par la sortie d'un nouveau rapport 2010 sur les résultats du Gouvernement Faure Gnassingbé qui confirmerait les premières impressions de CVU sur la course vers les profondeurs de la pauvreté qu'ont choisie Faure Gnassingbé et ceux qui l'ont mis en poste.

## 2.4 Chefs traditionnels, ancêtres, représentants des religions : où êtes-vous ?

Mais justement ? Qui sont-ils ceux qui l'ont mis en poste ? Un groupe de militaro-civils qui réussit systématiquement à bernier les diplomates occidentaux en poste au Togo ? Un groupe s'appuyant sur une logistique militaire venue d'une certaine métropole qui considère le Togo comme un point stratégique à ne jamais céder à un pouvoir qui défend les intérêts du peuple togolais ? Il faut certainement chercher la réponse entre les deux. Mais, ce sont les capacités dilatoires de ce régime et sa capacité à trouver des alliances avec des intellectuels togolais qui n'ont comme Dieu que l'argent et l'usurpation des pouvoirs qu'il faut mettre en exergue. C'est cette capacité de mutation, qui conduit donc aujourd'hui un RPT à bout de souffle malgré les rénovateurs empêchés de créer leur propre courant autonome au sein de ce parti, qui accentue le degré de nuisance pour la démocratie et les libertés. Mais rechercher le retour de la confiance passe aussi par l'appui des ancêtres et le soutien des chefs traditionnels. Si ces chefs traditionnels ne font rien pour sortir Mr Folikpo, un membre de la Diaspora basé en Suisse et

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur national provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

enlevé par le pouvoir en place alors qu'il se déplaçait dans Lomé sur une moto-taxi, les fameux Zemidjan, c'est qu'ils ne sont pas très neutres dans l'allégeance que certains ont apportée aux gouvernements successifs du régime RPT, qui contribuent à faire perdurer un système qui s'organise pour atteindre le record absolu de pauvreté dans les régions togolaises.

Ces chefs traditionnels, ces hommes d'église, ces intellectuels organiques et certains chefs de partis politiques ont toujours eu peu de scrupules pour s'associer à un système qui règle leur problème « *personnel* » et moins ceux de la communauté que constitue le peuple togolais. Est-ce cela être Togolais ? La culture togolaise dans toute l'histoire depuis le 4<sup>ème</sup> siècle n'a jamais eu pour objet d'organiser des exactions et des arrestations arbitraires par l'intermédiaire d'hommes en uniforme qui croient ainsi faire preuve de leur pouvoir en abusant d'une force qui est censée assurer la cohésion sociale et non la paix des cimetières.

Les mouvements citoyens ne peuvent rester silencieux surtout lorsque le droit inscrit dans ce qui reste de la constitution togolaise, maintes fois unilatéralement modifiée ressemble étrangement au « *fait du prince* », celui qui ne veut plus qu'on lui rappelle qu'il est un dictateur habillé dans les oripeaux de la démocratie palliative.

## 2.5 Médias et transparence : l'issue pour une démocratie effective retrouvée au Togo

Les Médias doivent s'associer à ce devoir de vérité des urnes et des comptes. L'impasse politique a conduit à des alliances contre-nature AGO-RPT. Comment s'étonner que cet attelage défende la contre-vérité des urnes.

Cependant, les sorties de crise existent et en l'absence de propositions clairement exposées au peuple togolais, le CVU rappelle qu'il a proposé une piste opérationnelle où chacun sort la « tête haute », à condition que la communauté internationale, bien timorée depuis le 4 mars 2010, ait enfin le courage de reconsidérer les élections afin de les refaire ou alors d'opter pour une période de transition conduisant à des nouvelles élections avec des partis politiques recomposés.

Les élections législatives et présidentielles doivent alors se tenir en même temps sans la présence de ceux qui ont « observé », mais n'ont rien vu. A moins que le CVU ne fasse cotiser ses membres pour leur acheter des lunettes, et pour certains des jumelles ou des microscopes. Cela ne servirait pas à grand chose puisqu'ils n'ont vu que ce qu'ils ont voulu voir. Et dire que ce sont les mêmes dont les autorités imposent les conditionnalités de bonne gouvernance, d'éthique, de démocratie...

Bref, la démocratie appliquée en occident ne peut s'appliquer au Togo, puisque le peuple togolais, comme au temps des colonies, n'a pas droit au statut d'humain et de citoyen. Il est possible donc d'y appliquer la démocratie palliative, celle qui est réservée aux sous-hommes. C'est en cela qu'il faut comprendre le livre d'une péruvienne noire qui a analysé, depuis 1492 à nos jours, les génocides occultés envers le peuple noir et est arrivée à une seule conclusion : la

férocité blanche<sup>5</sup>. Celle-ci n'est motivée que par la défense des intérêts particuliers et la supériorité des priorités qui marginalisent les intérêts des peuples noirs. Cette forme d'hypocrisie généralisée légitime les usurpations de richesses au Togo, non plus uniquement par des colons blancs, mais par ceux que Frantz Fanon a appelés et identifiés comme ayant « la peau noire, mais des masques blancs »<sup>6</sup> ! Bien noter le singulier et le pluriel !

## 2.6 « Peau blanche, masques noirs » et Passeport diplomatique togolais

Le peuple togolais doit les identifier au sein de tous les partis car il s'agit de « *traîtres à la République* », ce qui d'ailleurs les amène à s'identifier à la contre-vérité des urnes et à promouvoir un anti-républicanisme obsolète. Mais la nouveauté que n'avait pas envisagé Frantz Fanon, qui prospère au Togo sur le dos des togolais en se faisant appeler Kofi Souza, c'est que Faure Gnassingbé délivre le passeport diplomatique togolais et la nationalité par la même occasion à des repris de justice en France qui font dans la diversion et impressionnent le Gouvernement togolais au point de lui confier des responsabilités qui devraient revenir de droit à des Togolais.

Cette nouvelle forme de colonisation par l'attribution de la nationalité ne doit pas laisser la population indifférente. Le CVU ne se trompe pas sur la marchandise, encore moins sur la personne. Il faut donc aussi apprendre à identifier ceux qui créent un nouveau secteur d'activité, avec la peau blanche et en offrant au regard un masque noir, en réalité un masque qui se cache et promeut la non-transparence au Togo. Car si ce Monsieur est un grand spécialiste du droit constitutionnel et responsable, à ses heures perdues du contenu éditorial du site officiel du Gouvernement togolais, alors il saurait qu'il n'est écrit nulle part que le pouvoir en place peut, au mépris de cette même Constitution togolaise, kidnapper un énième membre de la Diaspora disposant de la double nationalité togolais-suisse, Kofi FOLIKPO, Coordinateur Général de *Pyramid of Yeweh*. Le CVU demande officiellement donc à celui qui emprunte le nom de Kofi Souza (alias D...) de convaincre les autorités togolaises de relâcher sans conditions tous les prisonniers politiques et ainsi de se mettre en conformité avec le droit constitutionnel togolais.

## 2.7 Pourquoi Obama ne peut toujours pas venir au Togo ?

Depuis que le Président Barack Obama a **prononcé** son discours au Ghana et qu'il a expliqué qu'il allait faire un geste envers l'Afrique vertueuse et éthique, il n'a pas perdu son temps. Il s'est inscrit dans la lignée de ses prédécesseurs et a renforcé les dispositifs d'appui économique structurés autour du « *Millenium Challenge Account* » (MCA) même si les budgets semblent en diminution. Le Ghana voisin a réussi à remplir toutes les conditions pour bénéficier de ce

---

<sup>5</sup> Rosa Amelia Plumelle-Urbe, *La férocité blanche. Des non-blancs aux non-aryens. Génocides occultés de 1492 à nos jours*, éditions Albin-Michel, Paris, 2001.

<sup>6</sup> Frantz Fanon, *Peau noire, Masques blancs*, éditions Seuil, Paris, 1971.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur national provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)



# MOUVEMENT CITOYEN

programme d'assistance économique des Etats-Unis d'Amérique. C'est le sens du « leadership », la volonté d'aller vers des résultats concrets au service des populations, un accent particulier pour les populations des zones rurales et les paysans avec des améliorations de l'infrastructure, l'accès au crédit pour améliorer la productivité agricole et l'organisation en milieu paysan qui font, entre autres, le succès du MCA au Ghana et sont en phase active au cours du deuxième semestre de 2010.

L'Administration Obama ne choisit les bénéficiaires de l'assistance MCA que sur la base de critères objectifs qui bien sûr ne vont pas à l'encontre des intérêts américains, mais surtout reposent sur la bonne gouvernance et la fameuse « accountability », le fait de rendre compte aux populations, ce que ne font nullement la plupart des projets de la France, octroyés sur une base politique. L'intégrité du gouvernement et son degré de corruption sont estimés à partir des rapports de « Transparency International » ou de la Banque mondiale portant sur « Doing Business in 2010 », où les notions de libertés civiles, les dépenses dans le domaine sanitaire, les efforts en termes d'amélioration de la formation et des compétences, l'environnement prévisible et transparent des affaires, la qualité et l'indépendance du système judiciaire sont pris en compte. Plus précisément, le système de contrôle américain qui exige que les fonds publics doivent faire l'objet d'évaluation et de rapports pour les contribuables américains, impliquent qu'il faut des engagements précis et des objectifs mesurables. C'est pour ne pas avoir répondu avec sérieux à ces demandes que certains pays ont été suspendus comme la Gambie ou le Sénégal pendant une courte période.

Quant au Togo, le problème ne se pose même pas. Pour être éligible, il faut satisfaire au moins 17 critères. Le Gouvernement sanctionné par la Banque mondiale pour mauvaise gouvernance et mauvaise gestion, n'a pu réaliser que 4 des exigences du MCA. C'est ainsi qu'à cause de ce Gouvernement, les paysans togolais, les entrepreneurs du secteur privé, les véritables créateurs d'emplois et de richesse au Togo ont été privés d'un soutien direct des Etats-Unis, notamment le financement de programmes de soutien aux capacités productives. Comme autre critère, le Gouvernement doit faire preuve d'honnêteté vis-à-vis de ses populations et engager des réformes économiques sérieuses avec des résultats mesurables. Paradoxalement, les pays voisins dont le Ghana, le Bénin, le Burkina-Faso sont éligibles au MCA.

On peut se demander **ce qu'a** fait le gouvernement de Faure Gnassingbé depuis plus de 5 ans pour que ces conditions objectives ne soient pas remplies ? Mais plus grave, avec la situation de défiance créée par des milices et une armée non-républicaine qui enlève les membres de la Diaspora, **dont chaque membre** finance indirectement entre 12 et 28 personnes au Togo, par les transferts de fonds liés à l'épargne engrangée dans les pays d'accueil, il est difficile de croire même que l'intention d'améliorer ces résultats médiocres soient à l'ordre du jour.

Les Etats-Unis, au lieu de se contenter de sanctionner le gouvernement togolais en refusant l'éligibilité de ce nouveau Gouvernement AGO/RPT, fera bien aussi de s'intéresser aux conditions objectives qui font qu'en définitive, c'est la population togolaise dans son ensemble qui est touchée. **Avec un taux de pauvreté oscillant** entre 69 % et 90 % dans les différentes régions du Togo, sanctionner les dirigeants du Togo en les excluant du MCA revient à abandonner le peuple togolais dans les mains de dirigeants dont la priorité première ne répond absolument

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur national provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)



# MOUVEMENT CITOYEN

pas à l'éthique et au sens du service rendu aux populations que s'est assigné Barack Obama. On peut mieux comprendre pourquoi le Président Obama ne peut toujours pas venir au Togo. Pour féliciter qui ?

## **Conclusion : en attendant les solutions de sortie de crise**

Toute sortie de crise se négocie à plusieurs. Le CVU demande que soient respectées les libertés publiques garanties par la Constitution, que les droits des représentants des partis alternatifs soient respectés dans le pays, que la liberté d'aller et de venir et de se réunir reprennent leurs droits. Les marches du samedi et les veillées peuvent s'arrêter dès lors que le gouvernement accepte d'entrer dans une phase de négociation de sortie de crise sur une base non-unilatérale.

**Les veillées de prière, les marches pacifiques et les conférences de presse, l'information des chancelleries et toutes actions de la Diaspora pour la prise de conscience sur ce qui se joue au Togo doivent reprendre ses droits, malgré les difficultés de parcours. Mais ne jamais céder à la provocation des forces anti-républicaines et anti-démocratiques.**

Le CVU entend œuvrer de toutes ses forces pour empêcher que le Togo en arrive à une situation complètement stérile ou il ne nous restera qu'à pleurer nos morts, alors que tous les prémices d'une situation conflictuelle qui pourrait être grave, ont été détectés et signalés suffisamment tôt pour permettre d'empêcher l'irréparable !

Le CVU en appelle à toutes les forces démocratiques et celles de la société civile du Togo et de la diaspora pour faire pression sur les leaders de l'UFC mouvance FABRE, du FRAC, de l'OBUTS, de tous les mouvements citoyens de la société civile pour la mise en place d'une **COALITION POUR LA LIBERTE ET LA DEMOCRATIE AU TOGO (CLDT)** afin d'assurer la réalité d'un véritable contre-pouvoir démocratique et barrer la route à ceux qui auraient des velléités d'aller prendre attache avec Al Qaïda pour résoudre les problèmes du Togo. La crise sociale au Togo ne permet plus au Togolais de rester neutre, une neutralité aujourd'hui coupable face à la multiplicité des exactions. Le Togolais doit s'engager en âme et conscience pour la vérité des urnes et pour la vérité des comptes.

Vive la République, et que Dieu bénisse toute initiative pour la renaissance du Togo !

Le 20 août 2010



Le Coordinateur Provisoire International  
**Dr Yves Ekoué AMAÏZO**

Le Responsable Provisoire de la Communication  
**François FABREGAT**

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur national provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

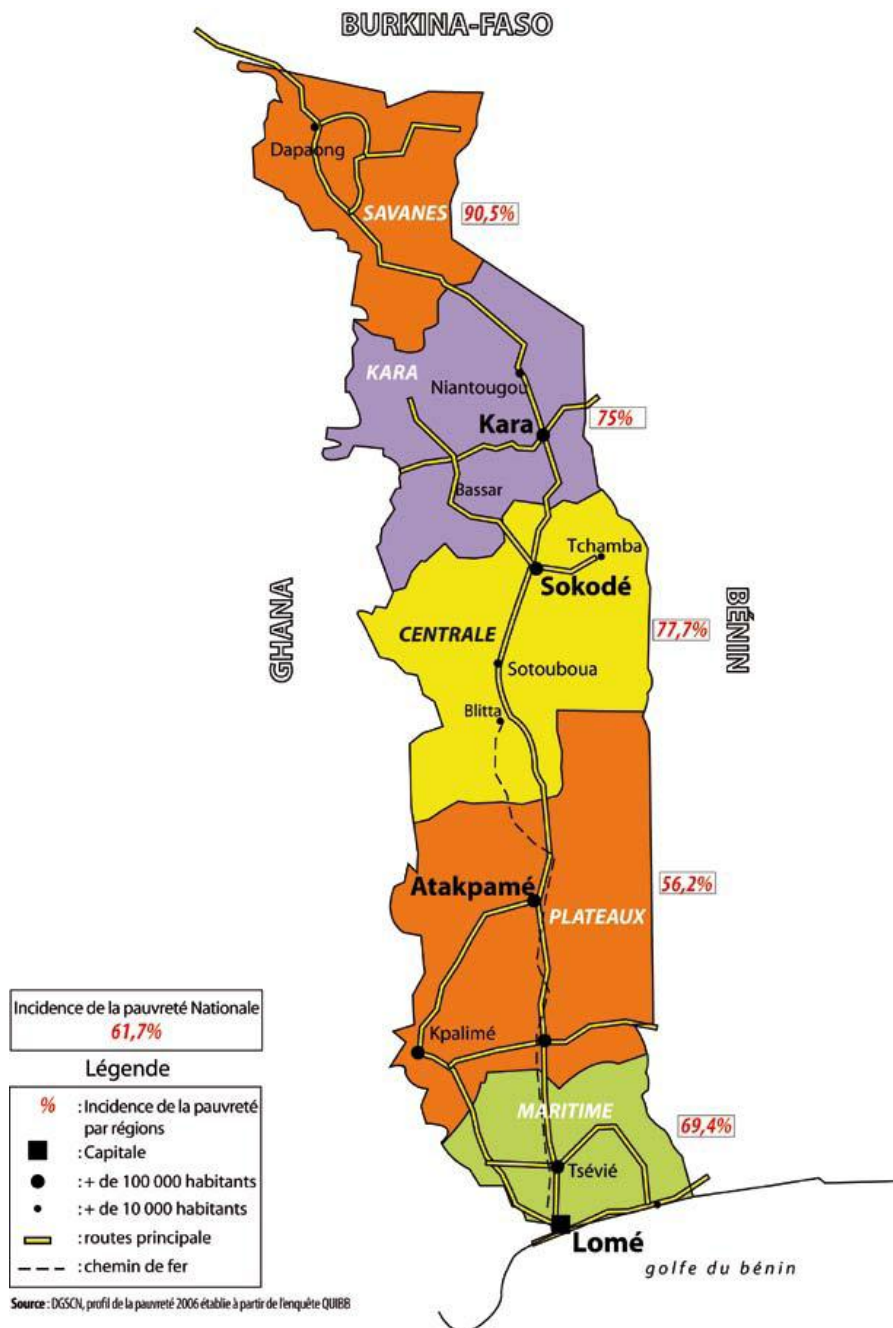
Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

## Annexe 1 :

Carte de la Distribution de la Pauvreté au Togo :

Source : Système des Nations Unies, *Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement au Togo : les défis à relever, 2e rapport*, PNUD Togo, décembre 2008, p. 2, voir :

<<http://www.tg.undp.org/docs/second%20rapport%20suivi%20OMDTogo2008.pdf>>, accédé le 16 août 2010. Le rapport a été réalisé à partir de deux sources principales : (I) «Analyse des indicateurs de développement humain durable au Togo»- Dossou Akom Ilessan ; (juillet 2008). (II) «Suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement au Togo» - Département de Sciences Économiques de la FASEG, Lomé (juillet 2008).



Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur national provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : [info@cvu-togo.org](mailto:info@cvu-togo.org) - Internet : [www.cvu-togo.org](http://www.cvu-togo.org)

Représentation internationale : Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)